



La coopération industrielle canado-ivoirienne

Une nouvelle forme de coopération économique

DEPUIS 1978, le Canada a mis en place un programme de coopération industrielle administré par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Ce programme a pour objectif principal de stimuler le transfert de technologie industrielle vers les pays en voie de développement par la création de sociétés en coparticipation entre des investisseurs canadiens et étrangers.

L'opportunité d'un programme de coopération industrielle avec la Côte d'Ivoire avait été évoquée lors de la première commission mixte canado-ivoirienne qui s'est tenue à Ottawa à l'automne 1981. En mai de cette année, l'ACDI mandatait la Société Gaucher Pringle Consultants pour l'élaboration d'un plan de coopération industrielle.

Dans un premier temps, les représentants de cette société ont rencontré en septembre dernier le secrétaire d'Etat au Plan et à l'Industrie, M. Bernard Ehui, et les différentes organisations gouvernementales et financières œuvrant dans le développement industriel de la Côte d'Ivoire. Une rencontre avec le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. Gilles Loubhouet, et ses conseillers a permis de cerner les priorités de développement du secteur agricole. La mission a aussi rencontré des promoteurs ivoiriens privés, et quelques 15 projets à divers degrés d'élaboration ont été soumis à leur attention.

Après cette première prise de contact, les consultants canadiens sont retournés au Canada pour présenter leurs fiches de projets aux industriels canadiens et préparer un *Guide de l'Investisseur* à l'intention des hommes d'affaires canadiens.

L'ambassade du Canada a organisé, le 26 octobre dernier, une séance d'information sur le programme de coopération industrielle à l'intention des membres de l'Association des Cadres ivoiriens du secteur privé (ACIP) et de

la Jeune Chambre Economique d'Abidjan. Comme l'a alors souligné l'ambassadeur Ernest Hébert, la coopération industrielle s'inscrit dans le programme d'aide canadienne et elle tient compte de l'évolution de l'économie ivoirienne et des priorités du gouvernement pour le développement de la Petite et la Moyenne Industrie (PMI). Ce programme, a-t-il souhaité, permettra de créer des liens économiques plus étroits et plus permanents entre nos deux pays.

Les délégués ivoiriens ont exprimé leur désir de resserrer les liens d'amitié qui existaient déjà avec le Canada et de développer des liens commerciaux et industriels avec le milieu des affaires canadien. Ils ont souhaité la création d'une chambre d'hommes d'affaires canado-ivoirienne qui pourrait poursuivre ces objectifs d'une façon plus permanente. La discussion a aussi porté sur les secteurs industriels les plus intéressants et sur les priorités gouvernementales.

M. Ferid Mouldi, de la société Gaucher Pringle Consultants, a expliqué que son plan d'action consistera, d'une part, à étudier et à identifier les secteurs prioritaires suite à ses rencontres avec les autorités gouvernementales responsables et avec le secteur privé et

bancaire, et d'autre part, sa société recherchera des partenaires canadiens pouvant apporter l'expertise et la technologie dans les secteurs identifiés et elle proposera aux partenaires ivoiriens des projets industriels émanant du secteur privé canadien.

Il est utile de rappeler que le programme de coopération industrielle se veut une réponse au développement des relations commerciales qui profitent à la fois aux sociétés canadiennes et aux sociétés étatiques et privées des pays en voie de développement sous forme d'entreprises en coparticipation, d'investissements directs, de contrats de gestion, d'ententes de fabrication sous licence, d'accords de coproduction et d'assistance technique.

Le programme prévoit une aide financière directe aux sociétés canadiennes et à celles des pays en voie de développement pour les études exploratoires et de viabilité, les missions d'investissement pour la recherche de partenaires, l'adaptation technologique aux besoins locaux, le recrutement et la formation spécialisée des employés locaux et plusieurs autres facteurs reliés au développement d'un projet.



● Une image de la semaine canadienne à Abidjan.